

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 51

**Loi sur le développement des entreprises québécoises
dans le domaine du livre**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. DENIS VAUGEOIS

Ministre des affaires culturelles

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objet:

a) *d'imposer au gouvernement et à diverses catégories d'organismes publics l'obligation d'acheter leurs livres dans des librairies agréées selon une procédure et des normes établies par règlement;*

b) *de réserver aux éditeurs, distributeurs et librairies agréés ou admissibles à l'agrément l'aide que le gouvernement, ses ministères et organismes sont autorisés à accorder dans le domaine du livre;*

c) *de rendre applicable aux entreprises de distribution et de librairie certaines normes et règles quant au mode de calcul des prix de vente des livres distribués au Québec;*

d) *de prévoir la délivrance d'un agrément à des éditeurs, des distributeurs ou des libraires québécois ainsi que les obligations auxquelles ces personnes doivent se conformer;*

e) *d'instituer un conseil consultatif de la lecture et du livre ayant pour fonction de donner des avis au ministre sur les questions qu'il lui soumet.*

Ce projet de loi remplace la Loi de l'agrément des libraires et modifie la Loi du ministère des affaires culturelles en vue de préciser les responsabilités du ministre à l'égard d'une politique de développement de l'industrie du livre.

Projet de loi n° 51

Loi sur le développement des entreprises québécoises
dans le domaine du livre

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. L'aide que peut accorder, suivant la loi, le gouvernement, un de ses ministères, organismes ou mandataires à une personne faisant commerce dans le domaine de l'édition, de la distribution ou de la librairie ne peut être accordée qu'à des personnes titulaires d'un agrément délivré en vertu de la présente loi ou qui y sont admissibles.

→ **2.** Toute acquisition de livres pour le compte d'un ministère du gouvernement, de l'un de ses organismes ou mandataires ou pour le compte d'un organisme mentionné à l'annexe doit, pour être valide, être faite auprès d'un libraire qui est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

Cette acquisition doit être faite conformément à la procédure, aux conditions, normes et barèmes déterminés par règlement du gouvernement. Les libraires agréés sont tenus de se conformer à ce règlement.

3. Nul ne peut utiliser le titre d'éditeur agréé, de distributeur agréé ou de libraire agréé ni associer l'agrément à une entreprise ou à un établissement s'il n'est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

4. Toute personne qui fait la distribution de livres au Québec, doit se conformer aux normes et barèmes déterminés par règlement du gouvernement relativement au mode de calcul du prix de vente.

SECTION II

CONSEIL CONSULTATIF DE LA LECTURE ET DU LIVRE

5. Un conseil consultatif de la lecture et du livre est institué.

Le conseil est composé d'au plus quinze membres dont un président.

Après consultation des principaux groupes, associations et organismes représentatifs des milieux des auteurs, des consommateurs et des entreprises dans le domaine du livre, le ministre nomme au plus douze de ces membres dont le président.

Trois autres membres sont des fonctionnaires désignés respectivement par le ministre des affaires culturelles, le ministre de l'éducation et le ministre des communications. Ces derniers membres, cependant, n'ont pas droit de vote.

6. Les membres sont nommés pour au plus trois ans.

Ils demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre en suivant le mode de nomination ou de désignation prévu.

Au cas d'absence ou d'incapacité du président, le ministre désigne le membre qui le remplace tant que dure cette absence ou cette incapacité.

7. Le conseil est chargé de donner son avis et de faire des suggestions au ministre, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, sur toute question relative à l'application de la présente loi et des règlements.

8. Le secrétaire et les autres membres du personnel du conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (1978, chapitre 15).

9. Un membre du conseil ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, prendre part aux délibérations sur une question relative à une entreprise dans laquelle il a un intérêt personnel.

10. Le conseil peut par règlement:

a) pourvoir à sa régie interne;

b) former des comités, en déterminer la composition et déléguer à ces comités l'exercice des fonctions que la présente loi lui attribue.

Tout règlement visé dans le premier alinéa entre en vigueur dès son approbation par le ministre.

11. Les procès-verbaux des réunions du conseil et de ses comités certifiés conformes par le président ou le secrétaire sont authentiques. Il en est de même d'un document ou d'une copie qui émane du conseil lorsqu'il est signé par le président ou le secrétaire.

12. Le conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale si elle est en session, sinon le dépôt se fait dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

13. Les membres du conseil ne sont pas rémunérés. Toutefois, les membres du conseil et de ses comités qui ne sont pas des membres du personnel de la fonction publique ou d'un organisme dont le gouvernement nomme les membres ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions ou de recevoir une allocation de présence déterminée par règlement du gouvernement.

SECTION III

DÉLIVRANCE DE L'AGRÉMENT

14. Est admissible à l'agrément toute personne qui exerce au Québec, pour son propre compte, des activités d'éditeur, de distributeur ou de libraire conformément aux normes et conditions déterminées par règlement du gouvernement.

15. Une personne physique est admissible à l'agrément si elle est de citoyenneté canadienne et domiciliée au Québec.

Une personne morale est admissible à l'agrément si:

a) dans le cas d'une corporation à fonds social, toutes les actions de son capital-actions sont la propriété d'une ou plusieurs personnes de citoyenneté canadienne qui sont domiciliées au Québec et si tous ses administrateurs et dirigeants sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

b) dans le cas d'une corporation sans fonds social, tous ses membres sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec; et

c) de l'avis du ministre, elle n'est pas l'objet d'un contrôle direct ou indirect par une ou plusieurs personnes qui ne sont pas admissibles à l'agrément.

16. La personne admissible qui sollicite un agrément doit transmettre sa demande au ministre des affaires culturelles sur la formule que ce dernier fournit, dans les délais et avec les renseignements et les documents déterminés par règlement du gouvernement.

17. Le ministre doit, avant de décider d'une demande d'agrément, prendre l'avis du conseil.

18. Le ministre peut refuser de délivrer un agrément à une personne admissible qui :

a) au cours des cinq dernières années, a fait l'objet d'une cession de biens, d'une proposition ou d'un jugement de faillite à titre personnel, d'actionnaire majoritaire, de dirigeant ou d'administrateur d'une corporation ou d'une société;

b) au cours des trois dernières années, a été déclarée coupable soit d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, soit d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation;

c) de l'avis du ministre, exerce ses activités sous le contrôle effectif d'une personne qui n'y est pas admissible.

19. Le ministre peut assujettir la délivrance d'un agrément aux conditions déterminées par règlement du gouvernement.

20. L'agrément délivré par le ministre demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

Le ministre peut toutefois délivrer un agrément pour une période déterminée ou à titre provisoire lorsqu'il le juge nécessaire ou exiger, dans les cas déterminés par règlement du gouvernement, une nouvelle demande d'agrément.

21. Le titulaire d'un agrément doit, au préalable, informer par écrit le ministre de tout changement de résidence, de toute aliénation d'actifs ou d'actions ou de toute opération ayant pour effet de le rendre non admissible à l'agrément.

SECTION IV

ANNULATION OU SUSPENSION DE L'AGRÉMENT

22. Le ministre peut annuler ou suspendre un agrément ou en modifier les conditions si le titulaire :

a) contrevient de façon continue et répétée à la présente loi ou aux règlements;

b) a cessé de répondre aux conditions, exigences, normes ou qualités requises pour la délivrance d'un agrément ou attachées à l'agrément et ce, de façon continue ou répétée;

c) fait une fausse déclaration, fournit de faux renseignements, commet quelque fraude ou malversation lorsqu'il demande ou utilise l'aide du gouvernement visée dans l'article 1.

Dans le cas où un tel acte ou une telle omission se continue ou se répète, le ministre doit transmettre à la personne en cause, par courrier recommandé ou certifié, un avis des mesures qu'il entend prendre conformément à l'article 23.

23. Le ministre doit, avant de décider de l'annulation, de la suspension ou de toute modification de l'agrément, donner à la personne en cause l'occasion d'être entendue et prendre l'avis du conseil.

24. Une copie certifiée conforme de la décision motivée du ministre doit être transmise par courrier recommandé ou certifié à la personne en cause.

SECTION V

APPEL À LA COUR PROVINCIALE

25. Toute personne dont la demande d'agrément est refusée ou dont l'agrément est annulé ou suspendu peut interjeter appel de la décision du ministre, devant la Cour provinciale, par requête formée dans les trente jours de la réception de la décision du ministre si:

a) les motifs de fait ou de droit invoqués à l'appui de cette décision sont manifestement erronés;

b) la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave.

26. La requête contient un exposé sommaire des motifs invoqués. Elle est produite au greffe de la Cour provinciale au chef-lieu du district judiciaire où est domicilié le requérant; elle est accompagnée d'un avis d'au moins dix jours de la date de sa présentation et signifiée au ministre.

La requête ne peut être contestée par écrit mais le tribunal peut, lors de sa présentation, permettre aux parties d'apporter la preuve jugée nécessaire.

27. L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du ministre à moins que la Cour n'en ordonne autrement.

28. Les règles du Code de procédure civile relatives à l'administration de la preuve, à l'audition et au jugement s'appliquent, en les adaptant, à l'appel interjeté en vertu de la présente section.

29. La décision de la Cour est écrite, motivée et signée. Elle est sans appel.

Le greffier de la Cour doit, dans les huit jours de la décision, en transmettre une copie par courrier recommandé ou certifié à chacune des parties.

SECTION VI

ADMINISTRATION

30. Le ministre peut déléguer, par écrit et dans la mesure qu'il indique, les pouvoirs que lui confère la présente loi et les règlements, à toute personne désignée par le gouvernement.

31. Le ministre désigne des personnes en vue de surveiller l'application de la présente loi et des règlements.

Il peut autoriser ces personnes à :

a) pénétrer aux heures normales de bureau, en présence d'un employé ou de la personne responsable, dans tout établissement, bureau, lieu d'affaires ou local d'un éditeur, d'un distributeur, d'un libraire, d'une institution ou d'un organisme soumis à la présente loi ou aux règlements, et faire l'examen des livres de comptes, rapports, registres ou autres documents pertinents;

b) exiger de toute personne qui en a la garde, le contrôle ou l'accès, tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou des règlements de même que la production de tout document s'y rapportant.

32. Nul ne doit entraver, de quelque façon que ce soit, dans l'exercice de ses fonctions une personne visée dans l'article 31, la tromper par réticence ou fausse déclaration ou refuser de lui fournir un document ou un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu de la présente loi ou d'un règlement.

33. Une personne désignée par le ministre en vertu de l'article 31 ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

34. Une personne désignée par le ministre à exercer les fonctions prévues par la présente loi ou les règlements doit, si elle en est requise, exhiber la désignation qu'elle détient à cette fin.

35. Un renseignement obtenu par le ministre dans l'application et l'exécution de la présente loi et des règlements est confidentiel et ne peut être communiqué ou accessible à une personne qui n'y a pas légalement droit, si ce n'est avec l'autorisation de la personne concernée ou dans tout autre cas prévu par règlement du gouvernement.

Toutefois, une communication pour fins d'étude, de recherche ou de statistiques peut être autorisée par le ministre à la condition que l'anonymat de la personne concernée soit respecté.

36. Un ministère, un organisme et un mandataire du gouvernement et tout organisme visé à l'annexe doivent, sur demande du ministre, lui fournir tout renseignement nécessaire à l'application et à l'exécution de la présente loi et des règlements.

Toutefois le premier alinéa ne s'applique pas à un renseignement obtenu dans l'application d'une loi fiscale au sens de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22).

SECTION VII

RÉGLEMENTATION

37. Le gouvernement peut, par règlement, sur la recommandation du ministre qui prend l'avis du conseil:

1° déterminer ce qui doit être déterminé par règlement en vertu de la présente loi;

2° définir ce que la présente loi entend par livre, édition, éditeur, distribution, distributeur, librairie, libraire et contrôle;

3° déterminer la forme et la teneur des documents que doivent transmettre ceux qui demandent l'agrément;

4° déterminer les activités, occupations ou professions incompatibles avec celles qu'exerce la personne admissible à l'agrément;

5° dispenser, en totalité ou en partie, une catégorie de personnes, une entreprise, une activité ou un service de l'application de la présente loi et des règlements;

6° établir des régions et, le cas échéant, prescrire aux fins de l'application de la présente loi et des règlements, des normes, conditions et modalités différentes pour chacune d'elles.

38. Un règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

SECTION VIII

INFRACTIONS ET PEINES

39. Est coupable d'une infraction la personne qui:

a) contrevient à la présente loi ou à un règlement;

b) fait une fausse déclaration lors d'une demande ou d'un transfert d'agrément ou dans un document ou un renseignement requis par le ministre en vertu de la présente loi ou d'un règlement;

c) achète ou vend ou offre d'acheter ou de vendre un bien ou un service visé dans la présente loi ou un règlement de façon non conforme à la présente loi ou au règlement.

40. Lorsqu'une corporation, association, société, institution ou organisme assujetti à la présente loi ou à un règlement commet une infraction, un administrateur, un membre, un associé, un employé, un fonctionnaire ou un représentant de cette corporation, association, société, institution ou organisme qui autorise ou favorise l'accomplissement d'une infraction est passible de la même peine que celle prévue pour celui qui l'a commise.

41. Toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou à un règlement est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais:

a) d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$1 000 pour une première infraction et d'une amende d'au moins \$400 et d'au plus \$2 000 pour toute infraction subséquente à une même disposition de la présente loi ou d'un règlement dans un délai de deux ans, lorsqu'une personne autre que celle visée au paragraphe *b* commet l'infraction;

b) d'une amende minimale trois fois plus élevée et d'une amende maximale six fois plus élevée que celles qui sont prévues par le paragraphe *a* lorsqu'une corporation, association, société, institution ou organisme commet l'infraction.

42. Toute poursuite est intentée en vertu de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

SECTION IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

43. La présente loi remplace la Loi de l'agrément des libraires (1965, 1^{re} session, chapitre 21).

44. Un règlement ou arrêté adopté en vertu de la Loi de l'agrément des libraires demeure en vigueur dans la mesure où il est conforme aux dispositions de la présente loi et des règlements, jusqu'à ce qu'il soit abrogé, modifié ou remplacé par un règlement adopté en vertu de la présente loi.

45. Tout certificat d'agrément délivré en vertu de la Loi de l'agrément des libraires demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1979 ou, si une demande a été remplie, jusqu'à ce que le ministre délivre ou refuse de délivrer un agrément en vertu de la présente loi.

46. Dans une loi, une proclamation, un arrêté en conseil, un contrat ou un document, un renvoi à la Loi de l'agrément des libraires est censé être un renvoi à la présente loi.

47. Le conseil consultatif de la lecture et du livre succède au comité consultatif visé dans l'article 3 de la Loi de l'agrément des libraires.

48. La Loi du ministère des affaires culturelles (Statuts refondus, 1964, chapitre 57) est modifiée par l'insertion, après l'article 4, des articles suivants:

«**4a.** Le ministre est chargé de proposer au gouvernement une politique de développement de l'industrie du livre et, dans ce cadre, d'élaborer des règles relatives à l'acquisition de livres faite pour le compte des ministères et organismes visés dans l'article 2 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 51*) ainsi que des normes et barèmes relativement au mode de calcul du prix de vente des livres distribués au Québec.

«**4b.** Le ministre coordonne la mise en oeuvre de la politique de développement de l'industrie du livre approuvée par le gouvernement et surveille l'application des règles adoptées par ce dernier dans le domaine du livre.

«**4c.** Le ministre peut aux fins d'application de la présente loi et de toute autre loi dont il est chargé de l'application:

a) conclure, suivant la loi, une entente avec un gouvernement, un ministère ou un organisme gouvernemental ou toute autre personne;

b) accorder de l'aide aux personnes dont les activités relèvent de sa compétence en vertu de la loi.»

[[**49.** Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont prises, pour les exercices financiers 1979/1980 et 1980/1981, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les sommes accordées annuellement à cette fin par la Législature.]]

50. La procédure établie en vertu du deuxième alinéa de l'article 2 s'applique à un organisme mentionné à l'annexe malgré toute disposition inconciliable d'une loi qui le régit.

51. Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

52. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

ANNEXE

a) Les corporations municipales, municipalités de comté, communautés urbaines et régionales ainsi que tout organisme relevant de leur autorité, quelles que soient leur désignation et la loi qui les régit;

b) les commissions scolaires ainsi que tout organisme relevant de leur autorité, quelle que soit la loi qui les régit;

c) les collèges d'enseignement général et professionnel;

d) les institutions assujetties à la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67);

e) les bibliothèques publiques et les bibliothèques centrales de prêt au sens où l'entend la Loi des bibliothèques publiques (Statuts refondus, 1964, chapitre 59);

f) les établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).